

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 05/09/2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/08/2022

Partie nominative

SAS REVIVAL

Zone industrielle N4

BP 8

59880 ST SAULVE

Affaire suivie par : DORMY Jean-Stéphane

Téléphone : 02 34 34 63 40

Courriel : jean-stephane.dormy@developpement-durable.gouv.fr

Références : Visite ICPE du 23/08/2022

Code AIOT : 0010001941

Pièces jointes :

- Annexe confidentielle: fiche de visite

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 23/08/2022 de l'établissement SAS REVIVAL implanté Allée des Italiens ZI Les Laburets 18570 LA CHAPELLE ST URSIN. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- DORMY Jean-Stéphane, Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre, Sub1-18, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- LETERRIEL Audrey, Responsable d'exploitation;
- CARRERA Alexandre, Directeur technique Revival;
- DELAVEAU Thomas, coordinateur QSE Centre.

Le courriel d'échange avec l'administration est audrey.leterriel@derichebourg.com.

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement, DORMY Jean-Stéphane

Vérificateur	Approbateur
Le chef de la subdivision 1 du Cher, Renaud DUPONT	Le chef de l'unité interdépartementale du Cher et de l'Indre, Bernard DESSERPRIX

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS REVIVAL

Zone industrielle N4

BP 8

59880 ST SAULVE

Références : Visite ICPE du 23/08/2022
Code AIOT : 0010001941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2022 dans l'établissement SAS REVIVAL implanté Allée des Italiens ZI Les Laburets 18570 LA CHAPELLE ST URSIN. L'inspection a été annoncée le 03/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS REVIVAL
- Allée des Italiens ZI Les Laburets 18570 LA CHAPELLE ST URSIN
- Code AIOT : 0010001941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Les activités exercées sur le site sont des activités de broyage de métaux et de VHU et de dépollution de VHU.

La société REVIVAL est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 février 2008 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2013, l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2018.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0796 du 26 juin 2019 adapte les prescriptions de l'arrêté du 18 février 2013 pour les agréments centre VHU et Broyeur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites des inspections du 19 décembre 2019 et du 5 novembre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Implantation aménagement	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article art 8.1.5	NC1 Visite ICPE du 19 décembre 2019	Sans objet
3	ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article Art7.7.3	NC3 de la visite ICPE du 19 décembre 2019	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	/	Sans objet
9	domaine de fonctionnement des procédés	Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article 4	D1 de la visite ICPE du 19 décembre 2019	Sans objet
11	Niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 6.2.3	NC2 de la visite ICPE du 19 décembre 2019	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	auto-surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article Art 9.2.4	/	Sans objet
5	bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article Art 7.7.6.1	D2 de la visite ICPE du 05 novembre 2020	Sans objet
8	Accès	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article Art 7.3.1	/	Sans objet
10	capacités d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article Art 6	NC2 de la visite ICPE du 05 novembre 2020	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches de constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article art 8.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : NC1 Visite ICPE du 19 décembre 2019
Prescription contrôlée : Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.
Constats : Le sol des voies de circulation et des aires de stockage n'est pas étanche sur sa totalité.
Observations : A compter de la visite ICPE du 7 décembre 2018, l'Inspection a réalisé des constats relatifs au mauvais état des aires de manipulation et de stockage des déchets autour du broyeur. L'exploitant a entamé depuis 2019 des travaux de réfection de ces aires: L'Inspection a constaté la réalisation de la réfection de l'aire de manipulation au sud et à l'ouest du broyeur et de la zone cisaille. (réalisé depuis l'inspection du 19 décembre 2017 en 2 phases). L'exploitant a fourni les bons de commande et devis concernant les aires non étanches, une surface d'environ 700 m ² reste à réfectionner. L'exploitant indique que ces travaux pourront être entrepris en 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : auto-surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article Art 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée [...] tous les 3 ans, par un organisme où une personne qualifiée[...]
Constats : Conforme.
Observations : La dernière campagne de mesure des niveaux sonores a été réalisée le 13 octobre 2021, la dernière campagne a été réalisée le 10 juillet 2018. La périodicité de trois ans est respectée. Les résultats de cette campagne font l'objet d'un point de contrôle spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article Art7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : NC3 de la visite ICPE du 19 décembre 2019
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau de 20 m³ située en face du pré broyeur;- une réserve d'eau de 1 000 m³;- une réserve communale de 300 m³, située à moins de 200 mètres des installations;- deux bornes incendie de 60 et 80 m³ / h;

[...]
Constats : L'installation ne dispose pas de l'ensemble des moyens de défense incendie prescrits dans son arrêté d'autorisation.
<p>Observations : L'Inspection des installations classées constate que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - il n'existe pas de réserve d'eau unique de 20 m3 mais l'exploitant a à disposition 20 GRV de 1000 litres qui remplissent aux dires de l'exploitant la même utilité pour gérer un départ de feu sur ou à proximité du broyeur; - le bassin communal d'un volume théorique de 300 m3 n'est pas en bon état, l'étanchéité de ce bassin n'est pas garantie, le bassin est envahi de végétations et il n'existe aucun système permettant de garantir la présence effective du volume requis (l'entretien de ce bassin appartenant à la commune de La Chapelle-saint-Ursin, ne semble pas être effectué); - la borne incendie délivrant 60 m3 / heure est présente, mais l'exploitant n'a pas pu démontrer que le débit requis est effectivement disponible. - la borne délivrant 80 m3/h est utilisée exclusivement comme lance fixe sur le broyeur, elle ne peut pas être utilisée pour un autre point de l'installation. - le bassin de 1000 m3 est présent et équipé d'un repère de jauge de capacité. Au jour de l'inspection il est en pleine capacité, ce bassin est en bon état apparent. <p>Ainsi l'installation ne dispose pas de l'ensemble des moyens de défense incendie prescrits dans son arrêté d'autorisation.</p> <p>Concernant le bassin communal, l'exploitant s'assure auprès de la commune de la Chapelle-saint Ursin:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la périodicité de l'entretien effectué; • des dispositions prises par la commune pour s'assurer de la disponibilité du volume requis dans ce bassin, <p>et communique à l'inspection ces informations.</p> <p>L'Inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les modifications des conditions d'exploitation doivent être portées à la connaissance du préfet en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>L'avis des services de défense et d'incendie du département du Cher pourra utilement être joint au dossier en cas de modification des moyens de défense contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies (en mg/l): DBO5: 30 DCO:125 Hydrocarbures totaux: 5 MEST: 35 Chrome VI:0.1 Plomb: 0.5 Métaux totaux: 15(Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) DBO5:30
Constats : Les paramètres suivants n'ont pas été analysés: Fer (Fe), Étain (Sn), et Aluminium (Al). La valeur du paramètre MEST dépasse les valeurs limites autorisées (mesuré: 120 mg/l; VLE: 35 mg/l).
Observations : L'analyse des paramètres des rejets eau a été réalisée le 9 juin 2022 (rapport d'analyse n° AR-22IV-070936-01) . Tous les paramètres requis par l'arrêté préfectoral d'autorisation n'ont pas été analysés: - Fer (Fe), Étain (Sn), Aluminium (Al). - et la valeur du paramètre MEST dépasse les valeurs limites autorisées (mesuré: 120 mg/l; VLE: 35 mg/l).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article Art 7.7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, prévention de la pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : D2 de la visite ICPE du 05 novembre 2020
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident où d'un incendie {y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité de 1 150 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. [...] Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.
Constats : Pas d'observation.
Observations : Le bassin réservé au confinement des eaux polluées lors d'un accident où d'un incendie est également utilisé comme bassin d'orage, sa capacité maximale est de 1700 m3. Il est équipé d'un repère permettant de constater la disponibilité de la réserve de 1150 m3 destinée aux eaux à confiner. L'exploitant indique avoir mis en place une procédure destinée aux agents chargés de vérifier cette disponibilité: Aux dires de l'exploitant, il a ajouté la procédure suivante au plan de surveillance: lors des tours d'inspection réalisés sur le site, un contrôle visuel de la suffisance du niveau de ce bassin est effectué. En cas de manque, la personne procède à l'appoint du remplissage nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article Art 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, intrusion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Les voies de circulation et d'accès sont [...], maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables.) pour les moyens d'intervention.
Constats : Pas d'observation.
Observations : L'installation dispose de 2 entrées: - l'entrée principale et une entrée secondaire permettant l'accès au côté Sud du site. Cette deuxième entrée est accessible par une voie carrossable. L'inspecteur a pu vérifier le bon état de la clôture sur le côté jouxtant la voie d'accès à l'Est et au sud du site. Au jour de l'inspection les voies de circulation internes étaient dégagées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : domaine de fonctionnement des procédés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : D1 de la visite ICPE du 19 décembre 2019
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des Installations de cisailage, de broyage et de pré-broyage. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. En particulier, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que la température de la chambre de broyage soit inférieure de 50°C à la température d'inflammation des poussières d'aluminium en mélange. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives. »</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas identifié les paramètres à surveiller pour assurer la sûreté de l'installation de cisailage.</p>
<p>Observations : L'exploitant indique que la température d'inflammation des poussières d'aluminium est possible à partir d'une température de 500°C à 850 °C. (Pour information: cf document INRS ED 6123 Novembre 2015: "La température d'auto-inflammation en nuage de l'aluminium est comprise entre 500 et 850 °C et celle en couche est de l'ordre de 400 à 450 °C"). Pour le broyeur un contrôle de la température des roulements est effectuée en sortie des matériaux broyés, aucun dispositif n'est présent dans la chambre de broyage (impossibilité technique aux dires de l'exploitant) . Une alarme est déclenchée à une température de 70-80°C détectée sur les roulements en sortie de la chambre de broyage, nécessitant une intervention du personnel.</p> <p>L'exploitant indique que le cisailage ne consiste qu'en un système à guillotine, et qu'il ne nécessite pas de contrôle particulier de la température. L'exploitant n'a ainsi pas identifié les paramètres à surveiller pour assurer la sûreté de l'installation de cisailage.</p> <p>L'exploitant indique qu'il cesse le pré-broyage, ce matériel sera démantelé. L'inspection rappelle que l'arrêt de cette activité devra satisfaire aux prescriptions de l'article 1.5.3. (équipements abandonnés) et de l'article 1.5.1. (porter à connaissance) de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : capacités d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2018, article Art 6
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : NC2 de la visite ICPE du 05 novembre 2020
Prescription contrôlée : [...] Déchets traités combustibles (RBA, stériles) (RBA, stériles...) tas limités à 250m ² ; H 5 m; 250 tonnes.
Constats : Pas d'observation.
Observations : Lors de l'inspection du 05 novembre 2020 il avait été constaté la présence de 421,94 tonnes de déchets de résidus de broyage (Autorisé 250 tonnes). Au jour de l'inspection du 23 août 2022, la quantité stockée est de 49, 320 tonnes. L'exploitant indique qu'un système de gestion interne avertit l'exploitant lorsque cette quantité atteint 100 tonnes. L'inspecteur a constaté la quantité indiquée sur le registre automatisé de l'exploitant. Le stock concerné a également été visualisé sur le site, il ne dépassait pas les limites requises de hauteur et de surface.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux limites de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : NC2 de la visite ICPE du 19 décembre 2019
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée: - niveau sonore durant la période de jour allant de 7h à 20h (sauf dimanches et jours fériés) : 65 dB (A); - niveau sonore durant la période intermédiaire allant de 6h à 7 h et de 20h à 22h: 60 dB(A); - niveau sonore durant la période de nuit allant de 22h à 6h: 55 dB(A).
Constats : Les niveaux limites de bruit aux points 1, 2 et 3 dépassent les valeurs limites de bruit en période diurne (respectivement 65,5 ; 71,0 et 75,0 dB(A) la VLE pour cette période est de 65 dB(A).
Observations : Le rapport de mesures de bruit réalisé le 13 octobre 2021, rend compte des valeurs mesurées suivantes en limite de propriété en période diurne en dB(A) : Point 1 (Nord): 65,5 Point 2 (Ouest): 71,0 Point 3 (Est): 75,0 Point 4 (Sud): 63,0 Les résultats des mesures aux point 1, 2 et 3 sont supérieurs aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 Février 2008. L'exploitant a indiqué que de nouvelles actions doivent être entreprises sur le rotor du broyeur avant la fin de l'année, et qu'elles contribueront à la réduction des nuisances sonores engendrées par l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE confidentielle: fiche de visite

DREAL CENTRE-VAL DE LOIRE - FICHE DE VISITE	
Établissement (Nom, Commune,) : SAS Revival ; La Chapelle-saint-Ursin ; n°AIOT : 010001941 installations inspectées : broyeur	Date de la visite : 23/08/2022
Fiche n° 1/1	

Partie I réservée à l'Exploitant	Par la présente et en application des articles L.171-1 et L.172-5 du Code de l'environnement, je déclare autoriser les inspecteurs à accéder à l'ensemble des locaux techniques et professionnels objets de la visite d'inspection menée dans le cadre des missions de contrôle installations classées ⁽¹⁾ ou aux locaux à usage d'habitation, en présence de l'occupant ⁽²⁾ .
	<input checked="" type="checkbox"/> Nom, fonction et signature du représentant de l'établissement et/ou de l'occupant des locaux à usage d'habitation ⁽³⁾ : <input type="checkbox"/> Absence d'interlocuteur


Audrey Le Teulier Responsable Exploitation

Au-delà des non-conformités portées sur cette fiche, notifiées lors de la visite d'inspection, au regard des points contrôlés, l'inspecteur conserve toute latitude pour notifier de nouvelles non-conformités lors de la rédaction du rapport d'inspection.

	N° ordre	Référence réglementaire	Libellé de la non-conformité
Partie réservée à l'inspection	NC1	Art 3.2.4. AP 27/02/08	les niveaux sonores mesurés le 13/10/2021 sont supérieurs aux VLE (point 2 et 3)
	NC2	Art 3.2.5. AP 27/02/08	le sol de la totalité des cuves de stockage n'est pas étanche
	NC3	Art 4.7.3. AP du 27/02/08	l'installation ne dispose pas des moyens de défense incendie requis
	NC4	Art 4.3.9 AP du 27/02/08	l'ensemble des paramètres n'est pas complet (absence d'analyse de l'air)
	Autres points :		

Noms des inspecteurs : DORMY J-S	Visas : 
----------------------------------	---

Partie II réservée à l'Exploitant	Je reconnais avoir pris connaissance des non-conformités formulées par les inspecteurs, des éventuels délais énoncés et formule les premières observations éventuelles ci-dessous ⁽²⁾ :
	<input checked="" type="checkbox"/> Nom, fonction et signature du représentant de l'établissement et/ou de l'occupant des locaux à usage d'habitation ⁽³⁾ : <input checked="" type="checkbox"/> Adresse mail pour l'envoi du rapport d'inspection : <u>audrey.leteulier@revival-sas.com</u> <input type="checkbox"/> Absence d'interlocuteur



⁽¹⁾ Rayer la mention inutile.

⁽²⁾ Au-delà des observations portées sur cette fiche, l'exploitant conserve toute latitude sur la base des constats faits en inspection ou du contenu des documents recueillis lors de celle-ci, confrontés au référentiel réglementaire pour s'exprimer de façon plus complète, sur les sujets cités dans la présente fiche.